

Fünfte Sitzung – Cinquième séance**Montag, 9. Dezember 1985, Nachmittag****Lundi 9 décembre 1985, après-midi**

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bundi

Fragestunde – Heure des questions**Frage 1:****Neuenschwander. Diplomatische Immunität
Immunité diplomatique**

Der empörende Fall, der sich in der Nacht auf den 1. November in Bern zutrug und bei dem ein vermutlich betrunkenen asiatischer Diplomat nach einem Selbstunfall einem Polizeibeamten ins Gesicht gespuckt hatte, wegen der diplomatischen Unverletzlichkeit angeblich aber für keines seiner Delikte belangt werden konnte, wirft die Frage nach den Grenzen diplomatischer Immunität auf.

Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass Verletzungen des gemeinen Rechts durch ausländische Diplomaten nicht unter die international anerkannte Privilegierung des Diplomatenstandes fallen dürfen und dass derart schwerwiegende Verfehlungen, wie sie sich der ausländische Diplomat in Bern zuschulden kommen liess, strafrechtlich verfolgt werden müssen?

Gedenkt der Bundesrat, die Grenze zwischen echten diplomatischen Privilegien und ungerechtfertigten Sonderprivilegien, die den Diplomaten einen rechtsfreien Raum innerhalb unseres Strafrechts zuzubilligen scheinen, klar zu ziehen und öffentlich bekannt zu geben?

M. Aubert, conseiller fédéral: C'est par la presse que le Département fédéral des affaires étrangères a eu connaissance de l'incident que vous rapportez.

Nous avons immédiatement demandé un rapport à la police. Sur cette base, le chef du protocole a ensuite convoqué l'ambassadeur de Thaïlande, accrédité à Berne, afin de protester contre le comportement inadmissible de ce diplomate thaïlandais qui, précisons-le, est résident à Belgrade. L'ambassadeur a présenté ses regrets, en assurant qu'il allait transmettre ces remarques à son ministère comme à l'ambassadeur de Thaïlande à Belgrade. L'ambassadeur a d'ailleurs saisi cette occasion pour se plaindre de l'attitude prétendument brutale de la police à l'égard de son collègue. L'enquête a déterminé que ce diplomate n'était pas accrédité en Suisse. Selon la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, seuls les agents diplomatiques en fonction dans l'Etat accréditaire, soit en l'espèce en Suisse, ou qui traversent notre territoire pour rejoindre leur poste (article 40, alinéa premier de ladite convention) bénéficient d'un statut privilégié.

Tel n'était pas le cas en l'occurrence. Ce diplomate ne bénéficiait donc d'aucune immunité diplomatique en Suisse et la police pouvait, par conséquent, traiter ce citoyen thaïlandais comme n'importe quelle autre personne qui aurait commis la même infraction.

Question 2:**de Chastonay. Verschiebung von Flüchtlingen in Äthiopien. Haltung der UNO****Transferts de réfugiés en Ethiopie. Attitude de l'ONU**

De graves accusations ont été lancées par «Médecins sans frontières» contre le Gouvernement d'Addis-Abeba à propos des «transferts» de réfugiés du Nord vers le Sud.

Un rapport interne et confidentiel de l'ONU a même relevé la mortalité épouvantable régnant dans les camps de transit. Le représentant du Secrétariat général de l'ONU a pourtant affirmé qu'il n'avait jamais eu connaissance de déplacements forcés de population dans ce pays. Qu'en pense le Conseil fédéral?

M. Aubert, conseiller fédéral: Après la famine du Wolo, en 1973, le Gouvernement éthiopien a mis en place, avec l'aide de la Banque mondiale, de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement, un programme de migration. Il s'agissait de permettre à des gens vivant dans des régions surpeuplées et soumises à une trop forte érosion, du Wolo, du Tigré et de Gondar, mais pas de l'Erythrée, de s'installer dans des régions plus fertiles de l'ouest et du sud-ouest du pays. Ce programme de migration s'est intensifié en 1984.

La plupart des organisations humanitaires occidentales n'ont pas d'opposition de principe à ces déplacements de populations, pour autant que ceux-ci soient librement acceptés par les personnes concernées et exécutés dans des conditions correctes. Les critiques que l'on entend aujourd'hui portent surtout sur le fait que ces déplacements touchent des populations très affaiblies par la famine et qui auraient besoin, avant tout, d'une aide humanitaire immédiate. Ces actions absorbent d'ailleurs des moyens financiers et logistiques importants qui devraient être affectés à l'aide d'urgence.

Le Conseil fédéral n'a jamais appuyé ces transferts de populations et il désapprouve toutes formes de déplacements de populations qui seraient imposées par la force par les autorités.

Les principaux donateurs jugent efficace et surtout indispensable le travail du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies chargé de la coordination de toute l'aide urgente internationale en Ethiopie.

Le Conseil fédéral n'a pas connaissance de la déclaration du représentant du Secrétariat général auquel vous avez fait allusion, Monsieur de Chastonay. Si une telle déclaration a été effectivement faite, elle pourrait être interprétée comme une prise de position publique dictée essentiellement par la prudence qui s'impose au coordinateur des Nations Unies dans cette tâche extrêmement difficile.

Frage 3:**Wyss. UNO-Beitritt und gute Dienste der Schweiz
Adhésion à l'ONU et bons offices de la Suisse**

Die Schweiz hat als Gastgeberstaat für das Gipfeltreffen zwischen Präsident Reagan und Generalsekretär Gorbatschow einen wichtigen Beitrag zur internationalen Zusammenarbeit und zur Friedenssicherung geleistet.

Welche Auswirkungen hat der UNO-Beitritt auf die weiteren Bemühungen des Bundesrates, gute Dienste anzubieten und sich für die Friedenssicherung und die Achtung der Menschenrechte einzusetzen?

M. Aubert, conseiller fédéral: Le choix de la Suisse comme pays hôte pour le sommet entre le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev s'explique par toute une série de raisons, mais en tout cas pas par le fait que la Suisse n'est pas membre des Nations Unies. Ces raisons sont notamment la neutralité, la disponibilité de notre pays et la confiance dont il bénéficie tant sur le plan politique que sur le plan de l'organisation.

L'infrastructure, en effet, qu'offre Genève est le résultat d'efforts déployés depuis des dizaines d'années aussi bien par la Confédération que par la République et canton de Genève, et la ville de Genève. L'absence totale de lien entre ce choix de Genève pour cette rencontre et le fait de notre non-appartenance aux Nations Unies se démontre d'autant plus facilement que les derniers sommets américano-soviétiques se sont déroulés dans les capitales de pays membres de l'organisation.

Notre qualité de membre de l'ONU augmenterait les possibilités de la Suisse neutre de fournir ses bons offices. Le secrétaire général des Nations Unies a, en effet, souvent recours à des pays neutres ou à des ressortissants de pays neutres, membres de l'ONU, pour l'assister dans ses efforts en vue de règlements pacifiques de différends. Les seuls efforts sur un plan universel tendant à protéger les droits de l'homme, sont déployés dans le cadre des Nations Unies, à l'ECOSOC et à la Commission des droits de l'homme. Il est bien évident que si la Suisse était membre de l'ONU, nous pourrions mieux nous engager pour la protection des droits de l'homme sur le plan universel.

Frage 4:

Mühlemann. Reaktion auf UNO-Abstimmung Vote sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU

Welches aussenpolitische Konzept hat der Bundesrat vorbereitet für den Fall, dass die UNO-Abstimmung positiv ausgeht? Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu treffen, wenn die UNO-Abstimmung ein negatives Ergebnis bringt?

M. Aubert, conseiller fédéral: Monsieur Mühlemann, l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies ne signifie en aucun cas une nouvelle orientation de la politique étrangère de la Suisse, nous l'avons répété à maintes reprises. Aussi bien en cas d'adhésion qu'en cas de non-adhésion, la neutralité permanente et armée, la solidarité, la disponibilité, ainsi que notre engagement en faveur de la coopération internationale, continueront de former la base de notre politique étrangère. En cas d'adhésion, nous pourrions, naturellement, mieux protéger nos intérêts et défendre les valeurs auxquelles nous croyons au sein de l'Organisation des Nations Unies elle-même. En cas de non-adhésion, nous espérons pouvoir poursuivre la coopération qui s'est instaurée avec cette organisation depuis quarante ans. Il n'en demeure pas moins que la défense de nos intérêts nationaux à l'ONU et dans les organes subsidiaires des Nations Unies sera rendue plus difficile; il en ira de même de notre statut d'observateur à l'ONU.

Mühlemann: Herr Bundesrat, wenn ich Sie richtig verstanden habe, bezweckt der Beitritt zur UNO keine Aenderung der Aussenpolitik, und wenn wir der UNO nicht beitreten, wird sich auch nichts daran ändern. Wir bleiben also im selben Stil, wir verstärken unsere Aussenpolitik nicht, wir schwächen sie aber auch nicht ab. Das ist offenbar Ihre Antwort auf meine Frage. Darf ich die Zusatzfrage stellen: Sind alle Bundesräte dieser Auffassung, und werden sie das auch in ihrer weitgehenden Aktionskampagne im Rahmen des Abstimmungskampfes vertreten?

M. Aubert, conseiller fédéral: Depuis que vous avez instauré l'«Heure des questions», je pensais que vous saviez que ces questions étaient étudiées le matin même et les réponses préparées par le Conseil fédéral *in corpore*. C'est donc la réponse du Conseil fédéral que je vous ai communiquée tout à l'heure.

Frage 5:

Spoerry. Senkung der Luftbelastung, Konzept Pollution atmosphérique, plan de lutte

In der Sondersession vom Februar dieses Jahres wurde der Bundesrat durch eine Kommissionsmotion beauftragt, bis spätestens 1985 ein Konzept vorzulegen, das festhalten soll, mit welchen Massnahmen, in welchem Zeitraum und auf welchen Stand die Luftbelastung reduziert werden müsse. Ich frage daher den Bundesrat an:

1. Kann das verlangte Konzept bis Ende 1985 vorgelegt werden?
2. Falls der Termin nicht eingehalten wird, wo liegen die Gründe dafür?
3. Wie weit sind die Vorarbeiten gediehen, und bis wann liegen die Ergebnisse vor?

Frage 6:

Hubacher. Waldsterben. Massnahmenkatalog Dépérissement des forêts. Mesures envisagées

In der Waldsession vom Februar 1985 hat der Bundesrat den Massnahmenkatalog gegen das Waldsterben für Ende 1985 zugesichert. Warum liegt dieser Bericht nicht vor?

Bundesrat Egli: Gestatten Sie, dass ich die Frage von Frau Spoerry zusammen mit derjenigen von Herrn Hubacher beantworte. Sie betreffen den gleichen Gegenstand. Ich gliedere ihn nach der Frage von Frau Spoerry.

1. Das Luftreinhaltekonzept kann bis Ende dieses Jahres leider nicht vorgelegt werden.
2. Die Gründe für diese Verspätung liegen in der Komplexität der Aufgabenstellung. Ausserdem wollen Sie berücksichtigen, dass zur Zeit mein Bundesamt für Umweltschutz voll- auf beschäftigt ist mit der Ausarbeitung der Ausführungsbestimmungen zum Bundesgesetz über den Umweltschutz.
3. Der Bundesrat hat eine interdepartementale Arbeitsgruppe bestellt, welche unter dem Vorsitz des Generalsekretärs meines Departementes arbeitet. Diese Gruppe hat anlässlich der heutigen Sitzung des Bundesrates bereits den zweiten Zwischenbericht abgeliefert. Aufgrund dieses Zwischenberichtes sind weitere Grundsatzentscheide des Bundesrates notwendig, um das Konzept endgültig ausarbeiten zu können. Bis zum Erscheinen des Konzeptes werden noch einige Monate verstreichen.

Hubacher: In der berühmten Kürze hat Herr Bundesrat Egli fast telegrammstilartig geantwortet. Ich möchte eine Zusatzfrage stellen. Wenn vor bald einem Jahr dieser Fahrplan aufgestellt worden ist – und es besteht ja grosse Dringlichkeit – und die Zusage erteilt wurde, dieser Massnahmenkatalog werde bis Ende 1985 vorliegen, dann frage ich: Hat das Bundesamt für Umweltschutz zu wenig Personal, ist es überlastet und so überlastet, dass es die allerdringlichste Frage, die wir jetzt eigentlich zu lösen haben, eben nicht zeitgerecht in Angriff nehmen kann? Das würde mich interessieren.

Bundesrat Egli: Die meisten Bundesämter sind überlastet und personell nicht genügend dotiert. Aber im vorliegenden Fall fällt in Betracht, dass eine interdisziplinäre und interdepartementale Aufgabe zu lösen war. Das Bundesamt war auf die Mitarbeit der übrigen Departemente angewiesen.

Frau Spoerry: Es wurden grosse Erwartungen in dieses Konzept gesetzt, und es ist bedauerlich, dass es nicht fristgerecht vorgelegt werden kann. Nicht zuletzt warten auch die Kantone auf dieses Konzept. Ich möchte Herrn Bundesrat Egli fragen, ob die Entscheidungen, die bereits gefallen sind, die Weichenstellungen, die man kennt, den Kantonen bekanntgegeben werden, damit diese ihre zukünftige Arbeit darauf aufbauen können.

Bundesrat Egli: Dem Konzept wurde die Aufgabe gestellt, die einzelnen Massnahmen, soweit sie entweder bereits beschlossen oder in Aussicht genommen sind, zu quantifizieren, das heisst, es soll aussagen, in welchem Umfang diese Massnahmen zur Luftreinhaltung beitragen werden. Es ist deshalb notwendig, dass wir alle Massnahmen zusammen betrachten, um die Frage beantworten zu können, ob wir innert Frist den Zustand von 1950 bis 1960 wiederherstellen können.

Question 7:

Vannay. Berufliche Vorsorge. Verordnungen Ordonnances sur la prévoyance professionnelle

Le 13 novembre 1985 le service de presse et d'information du Département fédéral de l'intérieur faisait paraître un communiqué de presse concernant les ordonnances relatives aux dispositions d'ordre fiscal en matière de prévoyance professionnelle (OPP3 et OPP4).